

Afin de renforcer la confiance, il est essentiel d'observer les accords existants. Le fait que les Soviétiques n'observent pas l'Acte final d'Helsinki et le Document de clôture de Madrid nous préoccupe. Je fais particulièrement allusion à leurs actes de violation des droits de l'homme et à leur occupation de l'Afghanistan. Outre que nous désirons assister à certains progrès dans le domaine de la sécurité, nous insisterons, à la CSCE qui se tient actuellement à Vienne, sur une observation plus rigoureuse des accords existants et sur des garanties supplémentaires en ce qui concerne les droits de l'homme. De façon plus générale, nous essayons, en étendant nos propres liens avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est, d'élargir la base des relations Est-Ouest. Qu'est-ce que cela signifie en pratique? L'échange de visites ministérielles, notamment avec l'Union soviétique, mais aussi avec des pays de l'Europe de l'Est. J'ai moi-même effectué une visite en Union soviétique en 1985. En octobre 1986, le ministre des Affaires étrangères, M. Chevarnadze, est venu à Ottawa. Nos entretiens ont été francs, directs et constructifs.

En outre, il existe entre le Canada et l'Union soviétique plusieurs accords d'échanges sur les questions culturelles, scientifiques, les sciences humaines, l'agriculture et l'Arctique. L'URSS est encore notre principal marché d'exportation de céréales. Ces divers aspects de nos relations avec l'Union soviétique non seulement présentent un intérêt mutuel, mais à mon avis, contribuent dans l'ensemble à l'amélioration des relations Est-Ouest.

Cette année ne sera pas facile pour les négociateurs du contrôle des armements. Le maintien du processus de Genève est important, de même que la tenue éventuelle d'un autre sommet. Cela signifie pour le Canada et pour l'Inde que des consultations multilatérales sur le contrôle des armements sont absolument essentielles pour encourager la poursuite des pourparlers entre les superpuissances et pour s'attaquer à toute une série de questions qui ne doivent pas être abordées par les seules superpuissances.

Le Canada se concentre sur la vérification, sans laquelle des accords effectifs sur le contrôle des armements sont impossibles. Nous avons fait beaucoup à ce sujet, et ce dans plusieurs forums, dont la Première commission des Nations Unies, où notre résolution sur la vérification a été fermement appuyée par l'Inde. Nous espérons que toutes les nations qui participent à la Conférence sur le désarmement feront avancer les travaux nécessaires dans les domaines comme les essais sismiques.